

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.444/2/VR
et 49.445/2/VR
DU 14 JUIN 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.444/2/VR
en 49.445/2/VR
VAN 14 JUNI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre et chambres réunies, saisi par le Président du Sénat, le 24 mars 2011, d'une demande d'avis sur :

- une proposition de loi « interdisant, en vue de lutter contre la mystification de l'électorat, les candidatures multiples lorsque les élections pour le Parlement européen coïncident avec celles pour les Chambres législatives fédérales, pour le Parlement flamand, pour le Parlement wallon ou pour le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale » (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-434/1) (49.444/2/VR) ;
- une proposition de loi spéciale « interdisant, en vue de lutter contre la mystification de l'électorat, les candidatures multiples lorsque les élections pour les Parlements de Région coïncident avec celles pour les Chambres législatives fédérales ou pour le Parlement européen » (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-435/1) (49.445/2/VR),

après avoir examiné l'affaire en ses séances des 18 mai 2011 (deuxième chambre) et 14 juin 2011 (chambres réunies), a donné à cette dernière date l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer en verenigde kamers, op 24 maart 2011 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, van advies te dienen over:

- een wetsvoorstel “tot bestrijding van kiezersbedrog door het invoeren van een verbod van meervoudige kandidaatstelling bij gelijktijdige verkiezingen van het Europees Parlement met de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers, het Vlaams Parlement, het Waals Parlement of het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement” (*Parl.St.* Senaat, 2010-2011, nr. 5-434/1) (49.444/2/VR);
- een voorstel van bijzondere wet “tot bestrijding van kiezersbedrog door de invoering van een verbod van meervoudige kandidaatstelling bij gelijktijdige verkiezingen van de Gewestparlementen met de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers of van het Europees Parlement” (*Parl.St.* Senaat, 2010-2011, nr. 5-435/1) (49.445/2/VR),

heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 18 mei 2011 (tweede kamer) en 14 juni 2011 (verenigde kamers), op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven:

I. Portée des propositions

1. Les propositions de loi à l'examen, qui se placent dans l'hypothèse où les élections législatives fédérales et les élections des membres des Parlements communautaires et régionaux ¹ et du Parlement européen ont lieu le même jour, tendent à interdire :

1°) la candidature simultanée aux élections du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales, du Parlement wallon, du Parlement flamand ou du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-434/1) (inscrite sous le numéro 49.444/VR du rôle du Conseil d'État) (ci-après : la proposition n° 434) ;

2°) la candidature simultanée aux élections du Parlement wallon, du Parlement flamand ou du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des Chambres législatives fédérales ou du Parlement européen (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-435/1) (inscrite sous le numéro 49.445/VR du rôle du Conseil d'État) (ci-après : la proposition n° 435).

La proposition n° 434 modifie à cet effet l'article 21, § 5, de la loi du 23 mars 1989 'relative à l'élection du Parlement européen'. La proposition n° 435, qui est une proposition de loi spéciale, modifie l'article 28bis, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' et l'article 17, § 4, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

Selon les développements des propositions, celles-ci forment « un tout ».

2.1. Selon les mêmes développements, les propositions sont fondées sur deux ordres de considérations.

2.2. La première est tirée du respect du principe d'égalité.

Les auteurs des propositions constatent que

« la Cour constitutionnelle [...], dans son arrêt n° 73/2003 du 26 mai 2003, a annulé la possibilité de double candidature pour la Chambre et le Sénat qui avait été instaurée par l'article 6 de la loi du 13 décembre 2002 portant diverses modifications en matière de législation électorale [et que] [l]a Cour [a] motiv[é] cette annulation comme suit :

'La mesure attaquée est de nature à tromper l'électeur puisqu'il ne peut pas apprécier l'effet utile de son vote. En outre, elle avantage sans justification raisonnable les candidats qui peuvent bénéficier de la double candidature.'

¹ Voir toutefois, concernant l'exact champ d'application des propositions, les observations n°s 7, 9 et 10.

Bien que la Cour constitutionnelle ne se soit pas prononcée dans son arrêt sur une double candidature lors d'élections simultanées autres que les élections de la Chambre et du Sénat, il peut cependant en être déduit qu'une double candidature peut entraîner une inégalité de traitement des candidats et placer l'électeur dans une situation où il n'est plus en mesure de voter en connaissance de cause, ce qui a pour effet de diminuer son influence.

Les constitutionnalistes estiment dès lors que les considérations développées par la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 73/2003 s'appliquent tout autant à d'autres élections simultanées que les élections de la Chambre et du Sénat »².

2.3. En second lieu, les auteurs des propositions partent de la constatation selon laquelle, nonobstant l'existence d'incompatibilités entre les mandats au sein de deux assemblées parlementaires, la loi n'interdit pas la candidature simultanée à l'élection de ces dernières. Ils en déduisent la critique suivante, que leur proposition tend à rencontrer :

« Étant donné qu'une personne élue pour deux ou plusieurs mandats entre lesquels il existe une incompatibilité constitutionnelle ou légale ne peut exercer qu'un mandat, elle doit se faire remplacer pour les autres mandats.

Il est évident que la participation citoyenne est loin d'y trouver son compte. Les électeurs qui ont voté pour un candidat élu dans plus d'une assemblée doivent constater après les élections que l'intéressé ne peut exercer qu'un mandat et qu'il doit se faire remplacer pour le ou les autres mandats par un suppléant pour lequel les électeurs n'ont pas voté. Ceux-ci ont dès lors l'impression d'être trompés ».

Dans le même ordre d'idées, les auteurs des propositions à l'examen considèrent dans les développements de ces dernières qu'

« une candidature multiple lors d'élections simultanées ne favorise pas la transparence de la politique. Du fait de la candidature multiple et du nombre considérable de 'faux candidats', l'électeur éprouve plus de difficultés à suivre les élections. Or, dans une démocratie représentative, les élections sont le moment par excellence de participation à la vie politique ».

² Les développements reproduisent ensuite les extraits d'auditions des professeurs P. Van Orshoven et H. Vuye par le Parlement flamand, allant en ce sens.

II. Observations générales

3. Ainsi qu'il vient d'être exposé, l'objectif principal poursuivi par les propositions à l'examen tend à éviter que l'électeur soit « trompé » par le fait de candidatures simultanées en vue de l'obtention de mandats parlementaires incompatibles.

Il convient toutefois d'observer que, dans le système actuel, que critiquent les auteurs des propositions à l'examen, la volonté de l'électeur reste respectée en tant que son vote porte sur les listes sur lesquelles figure le candidat puisque, par hypothèse, par l'effet de la non-prestation de serment de l'élu au sein de l'une des deux assemblées concernées, ce sera un autre candidat de la même liste, y figurant comme suppléant, qui siégera à sa place.

4. Il résulte de l'arrêt n° 73/2003 du 26 mai 2003 (B.16) de la Cour constitutionnelle³ que le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination fait obstacle à la candidature simultanée aux élections pour des assemblées législatives différentes lorsque les mandats au sein de ces assemblées sont incompatibles.

C'est à juste titre que les auteurs des propositions considèrent que la jurisprudence tirée de cet arrêt, qui ne concernait que l'élection simultanée à la Chambre des représentants et au Sénat, peut être étendue à toutes les élections simultanées d'assemblées parlementaires.

5. Encore faut-il régler ces questions de manière complète et dans le respect des compétences de chaque législateur.

Seul le législateur compétent pour régler les conditions d'accès à des fonctions peut en effet instaurer un régime qui, comme celui que tendent à mettre sur pied les propositions à l'examen, empêche les candidatures à ces fonctions.

6. C'est donc à bon escient que la proposition n° 435 envisage l'adoption d'une loi spéciale pour empêcher une candidature aux élections des Parlements wallon, flamand et de la Région de Bruxelles-Capitale en cas de candidature simultanée aux élections des Chambres législatives fédérales ou du Parlement européen. En vertu de l'article 118, § 1^{er}, de la Constitution, c'est en effet le législateur fédéral agissant à la majorité spéciale qui est compétent pour régler les élections des membres des trois premières assemblées citées, ainsi que la composition et le fonctionnement de ces dernières.

³ Voir, plus haut, le n° 2.2.

De même, c'est à bon droit que la proposition n° 434 tend à régler cette question à la majorité ordinaire pour le Parlement européen en vertu de la compétence résiduelle de l'autorité fédérale pour cette assemblée.

7. Les propositions à l'examen ne règlent toutefois pas cette question pour les candidatures déposées en vue des élections des Chambres fédérales, alors que telle semble l'intention poursuivie par les auteurs de la proposition.

Il est vrai que la rédaction très générale des dispositions proposées permettrait une interprétation selon laquelle les candidatures aux élections fédérales seraient inadmissibles en cas de candidature simultanée aux élections du Parlement européen, des Parlements wallon ou flamand ou encore du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Indépendamment du fait que la proposition de loi spéciale n° 435 ne saurait régler cette question, vu la compétence résiduelle du législateur ordinaire en la matière, il y a lieu d'observer que c'est dans le Code électoral et non dans la loi du 23 mars 1989 'relative à l'élection du Parlement européen' que la matière doit trouver son siège en ce qui concerne les deux assemblées fédérales.

La proposition n° 434 sera complétée en ce sens.

8. Afin d'éviter les difficultés d'interprétation qui viennent d'être soulevées, il convient d'éviter une rédaction générale des différentes dispositions et de concevoir chaque texte proposé non seulement comme s'insérant dans la loi applicable à l'assemblée concernée mais aussi comme s'appliquant aux seules candidatures à l'élection réglée par cette loi.

Le modèle suivant de rédaction pourrait être pris pour exemple, qui concerne l'article 21, § 5, alinéa 2, de la loi précitée du 23 mars 1989 'relative à l'élection du Parlement européen', proposé par la proposition n° 434 :

« Nul ne peut se porter candidat pour les élections du Parlement européen s'il est en même temps candidat pour les élections des Chambres législatives fédérales, du Parlement wallon, du Parlement flamand ou du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale si ces élections ont lieu le même jour ».

9. Il convient également de compléter la proposition n° 434 par une disposition concernant les candidatures à l'élection du Parlement de la Communauté germanophone, à insérer au sein de la loi du 31 décembre 1983 'de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone' ou de la loi du 6 juillet 1990 'régulant les modalités de l'élection

du Parlement de la Communauté germanophone', en veillant toutefois au fait que le régime d'incompatibilité des parlementaires de la Communauté germanophone diffère de celui des parlementaires des autres parlements communautaires ou régionaux : il n'y a pas d'incompatibilité entre leur mandat et ceux de parlementaires européen ou wallon, l'article 10*bis*, 1° et 2°, de la loi précitée du 31 décembre 1983 limitant l'incompatibilité avec celui de député fédéral ou de sénateur, à l'exception de celui de sénateur communautaire.

Ces modifications ne pourront être apportées à la législation applicable à la Communauté germanophone que dans le respect des procédures prévues par l'article 78 de la loi précitée du 31 décembre 1983.

10. Il ressort de la rédaction générale de la proposition n° 434 qu'il ne serait pas possible de présenter une candidature à la fois pour les élections du Parlement flamand et du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, ce qui est en phase avec la règle d'incompatibilité entre les mandats au sein de ces deux assemblées figurant à l'article 12, § 2, alinéa 3, de la loi spéciale précitée du 12 janvier 1989.

En vertu de l'article 118, § 1^{er}, de la Constitution, pareille règle doit toutefois trouver son siège dans une loi adoptée à la majorité spéciale, ce qui n'est pas le cas de la proposition n° 434.

Tel est bien le cas de la proposition n° 435 mais elle n'envisage pas ce cumul de candidatures.

La proposition n° 435 doit être complétée de manière à envisager cette situation, tant au sein de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 pour la candidature au Parlement flamand qu'au sein de la loi spéciale précitée du 12 janvier 1989 pour la candidature au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

I. Strekking van de voorstellen

1. De onderzochte wetsvoorstellen, waarbij wordt uitgegaan van het geval waarin de federale parlementsverkiezingen en de verkiezing van de leden van de gemeenschaps- en gewestparlementen⁴ en van het Europees Parlement op dezelfde dag plaatshebben, strekken ertoe het volgende te verbieden:

1°) gelijktijdige kandidaatstelling voor de verkiezingen van het Europees Parlement, de federale Wetgevende Kamers, het Vlaams Parlement, het Waals Parlement of het Brussels Hoofdstedelijk Parlement (*Parl. St.* Senaat 2010-11, nr. 5-434/1) (bij de Raad van State ingeschreven onder het rolnummer 49.444/VR) (hierna voorstel nr. 434 genoemd);

2°) gelijktijdige kandidaatstelling voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement of het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de federale Wetgevende Kamers of het Europees Parlement (*Parl.St.* Senaat 2010-11, nr. 5-435/1) (bij de Raad van State ingeschreven onder het rolnummer 49.445/VR) (hierna voorstel nr. 435 genoemd);

Voorstel nr. 434 wijzigt daartoe artikel 21, § 5, van de wet van 23 maart 1989 ‘betreffende de verkiezing van het Europees Parlement’. Voorstel nr. 435, dat een voostel van bijzondere wet is, wijzigt artikel 28bis, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ en artikel 17, § 4, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse instellingen’.

Luidens de toelichting bij de voorstellen moeten zij “samengelezen” worden.

2.1. Luidens dezelfde toelichting zijn de voorstellen gebaseerd op twee categorieën van overwegingen.

2.2. De eerste overweging is ontleend aan de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel.

De indieners van de voorstellen stellen het volgende vast:

“[...] het Grondwettelijk Hof (heeft) in zijn arrest nr. 73/2003 van 26 mei 2003 de dubbele kandidaatstelling voor Kamer en Senaat die was ingevoerd door artikel 6 van de wet van 13 december 2002 houdende verschillende wijzigingen van de kieswetgeving, (...) vernietigd. Het Hof motiveert deze vernietiging als volgt:

‘De bestreden maatregel is van die aard dat de kiezer kan worden misleid vermits hij het nuttig effect van zijn stem niet kan inschatten en de

⁴ Zie evenwel, met betrekking tot de juiste werkingssfeer van de voorstellen, opmerkingen nrs. 7, 9 en 10.

maatregel bevoordeelt, zonder redelijke verantwoording, de kandidaten die de dubbele kandidatuur kunnen genieten.’

Hoewel het Grondwettelijk Hof zich in het arrest niet heeft uitgesproken over een dubbele kandidaatstelling bij andere gelijktijdige verkiezingen dan die van Kamer en Senaat, kan er toch uit afgeleid worden dat een meervoudige kandidaatstelling een ongelijke behandeling van kandidaten tot gevolg kan hebben en de kiezer niet met kennis van zaken kan kiezen en zijn invloed hierdoor vermindert.

Grondwetspecialisten zijn dan ook van oordeel dat de overwegingen van het Grondwettelijk Hof in zijn arrest nr. 73/2003 evenzeer van toepassing zijn voor andere gelijktijdige verkiezingen dan die van Kamer en Senaat”⁵.

2.3. In tweede instantie gaan de indieners van de voorstellen uit van de vaststelling dat niettegenstaande er onverenigbaarheden bestaan tussen de mandaten bij de twee parlementaire assemblees, de wet niet verbiedt dat men zich tegelijk kandidaat stelt bij de verkiezingen voor die twee assemblees. Daaruit leiden ze de volgende kritiek af, die ze met hun voorstel beogen te ondervangen:

“Aangezien bij gelijktijdige verkiezingen een verkozene voor twee of meer mandaten tussen dewelke een grondwettelijke of wettelijke onverenigbaarheid geldt, slechts één mandaat kan opnemen, dient hij zich voor de andere mandaten te laten vervangen.

Het is evident dat dit voor de inspraak van de kiezer geen goede zaak is. Kiezers die hun stem hebben uitgebracht voor een kandidaat die verkozen is verklaard voor meer dan één assemblee, moeten na de verkiezingen vaststellen dat de betrokkene slechts één mandaat kan opnemen en zich voor de andere moet laten vervangen door een opvolger voor wie de kiezers niet hebben gestemd. De kiezer houdt hieraan de indruk over dat hij wordt misleid”.

In verband hiermee gaan de indieners van de onderzochte voorstellen, in de toelichting daarbij, ervan uit

“dat een meervoudige kandidatuurstelling bij gelijktijdige verkiezingen de transparantie van het politieke gebeuren niet ten goede komt. De meervoudige kandidaatstelling en het aanzienlijk aantal ‘schijnkandidaten’ maken het er voor de kiezer niet makkelijker op om de verkiezingen te volgen. Nochtans zijn in een representatieve democratie verkiezingen het inspraakmoment bij uitstek”.

⁵ In de toelichting worden vervolgens uittreksels in die zin uit de hoorzittingen in het Vlaams Parlement met professor P. Van Orshoven en professor H. Vuye weergegeven.

II. Algemene opmerkingen

3. Zoals zo-even is uiteengezet, bestaat het voornaamste doel van de onderzochte voorstellen erin te voorkomen dat de kiezer “misleid” wordt door het feit van gelijktijdige kandidaatstellingen voor het verkrijgen van parlementaire mandaten die onverenigbaar zijn.

Nochtans dient erop te worden gewezen dat in het huidige systeem, dat door de indieners van de onderzochte voorstellen wordt gekritiseerd, de wil van de kiezer in acht wordt genomen in zoverre zijn stem de lijsten betreft waarop de kandidaat voorkomt, aangezien, doordat het verkozen lid de eed niet aflegt in een van de twee betrokken assemblees, een andere kandidaat van dezelfde lijst, die daarin als plaatsvervanger is opgenomen, veronderstellenderwijs in diens plaats zitting zal hebben.

4. Uit arrest nr. 73/2003 van 26 mei 2003 (B.16) van het Grondwettelijk Hof⁶ blijkt dat het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en non-discriminatie gelijktijdige kandidaatstelling bij verkiezingen voor verschillende wetgevende assemblees in de weg staat wanneer de mandaten in die assemblees onverenigbaar zijn.

De indieners van de voorstellen gaan er terecht van uit dat de rechtspraak die voortvloeit uit dat arrest, dat alleen betrekking had op de gelijktijdige verkiezing bij de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, kan worden uitgebreid tot alle gelijktijdige verkiezingen van parlementaire assemblees.

5. Evenwel moeten die kwesties volledig geregeld worden en met inachtneming van de bevoegdheden van elke wetgever.

Alleen de wetgever die bevoegd is om de toelaatbaarheidsvereisten voor ambten te regelen kan immers een regeling invoeren die, zoals de regeling die de onderzochte voorstellen beogen op te zetten, de kandidaatstellingen voor die ambten verhindert.

6. Het is dus met recht dat voorstel nr. 435 het aannemen van een bijzondere wet beoogt om een kandidaatstelling voor de verkiezingen van het Vlaams, het Waals, en het Brussels Hoofdstedelijk Parlement te verhinderen in geval van gelijktijdige kandidaatstelling voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers of het Europees Parlement. Krachtens artikel 118, § 1, van de Grondwet is het immers de federale wetgever, optredend

⁶ Zie hierboven nr. 2.2.

met bijzondere meerderheid, die bevoegd is om de verkiezing te regelen van de leden van de drie eerstgenoemde assemblees, alsmede de samenstelling en de werking van die assemblees.

Evenzo strekt voorstel nr. 434 terecht tot regeling van die kwestie voor het Europees Parlement bij gewone meerderheid krachtens de residuaire bevoegdheid van de federale overheid voor die assemblee.

7. De onderzochte voorstellen regelen die kwestie evenwel niet voor de kandidaturen die zijn ingediend met het oog op de verkiezing van de federale Kamers, terwijl zulks wel in de bedoeling lijkt te liggen van de indieners van het voorstel.

Door de zeer algemene redactie van de voorgestelde bepalingen zou men ze weliswaar zo kunnen interpreteren dat de kandidaatstellingen voor de federale verkiezingen onaanvaardbaar zouden zijn in geval van gelijktijdige kandidaatstelling voor de verkiezing van het Europees Parlement, het Vlaams of het Waals Parlement of het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

Los van het feit dat het voorstel van bijzondere wet nr. 435 die kwestie niet kan regelen, gelet op de residuaire bevoegdheid van de gewone wetgever in dezen, dient te worden opgemerkt dat de aangelegenheid, wat de twee federale assemblees betreft, thuishoort in het Kieswetboek en niet in de wet van 23 maart 1989 'betreffende de verkiezing van het Europese Parlement'.

Voorstel nr. 434 moet in die zin worden aangevuld.

8. Om de zo-even aangevoerde interpretatiemoeilijkheden te voorkomen dient te worden vermeden dat de verschillende bepalingen op algemene wijze worden geredigeerd en dient elke voorgestelde tekst zo te worden geconcipieerd dat hij niet alleen aansluit bij de wet die van toepassing is op de betrokken assemblee, doch ook dat hij alleen van toepassing is op de bij die wet geregelde verkiezingen.

Het volgende redactiemodel, dat betrekking heeft op artikel 21, § 5, tweede lid, van de voormelde wet van 23 maart 1989 ‘betreffende de verkiezing van het Europese Parlement’, voorgesteld bij voorstel nr. 434, zou als voorbeeld kunnen worden genomen:

“Niemand mag zich kandidaat stellen voor de verkiezingen van het Europees Parlement als hij tegelijkertijd kandidaat is voor de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers, het Vlaams Parlement, het Waals Parlement of het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, wanneer deze verkiezingen op dezelfde dag plaatsvinden.”

9. Voorstel nr. 434 dient eveneens te worden aangevuld met een bepaling betreffende de kandidaatstellingen voor de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, in te voegen in de wet van 31 december 1983 ‘tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap’ of in de wet van 6 juli 1990 ‘tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen’, waarbij evenwel rekening moet worden gehouden met het feit dat de regeling inzake onverenigbaarheden van de leden van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap verschilt van die van de leden van de overige gemeenschaps- en gewestparlementen: er bestaat geen onverenigbaarheid tussen hun mandaat en dat van de Europese en Waalse parlementsleden, aangezien artikel 10bis, 1° en 2°, van de voormelde wet van 31 december 1983 de onverenigbaarheid beperkt tot het mandaat van federaal volksvertegenwoordiger of senator, met uitzondering van dat van gemeenschapssenator.

Die wijzigingen kunnen alleen worden aangebracht in de wetgeving die van toepassing is op de Duitstalige Gemeenschap met inachtneming van de procedures waarin artikel 78 van de voormelde wet van 31 december 1983 voorziet.

10. Uit de algemene redactie van voorstel nr. 434 blijkt dat het niet mogelijk zou zijn zich zowel kandidaat te stellen bij de verkiezingen van het Vlaams Parlement als bij die van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, wat aansluit op de regel inzake de onverenigbaarheid tussen de mandaten bij die twee assemblees die voorkomt in artikel 12, § 2, derde lid, van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989.

Krachtens artikel 118, § 1, van de Grondwet hoort een zodanige regel evenwel thuis in een met bijzondere meerderheid aangenomen wet, wat niet het geval is met voorstel nr. 434.

Zulks is wel het geval met voorstel nr. 435, doch daarin is die cumulatie van kandidaatstellingen niet aan de orde.

Voorstel nr. 435 moet worden aangevuld om die situatie in ogenschouw te nemen, zowel in de voormelde wet van 8 augustus 1980 voor de kandidaatstelling voor het Vlaams Parlement, als in de voormelde wet van 12 januari 1989 voor de kandidaatstelling voor het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames P. VANDERNOOT,
de Dames M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. R. WIMMER, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
Heer R. WIMMER, auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de
M. P. VANDERNOOT.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de Heer
P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

Les chambres réunies étaient composées
comme suit

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
Madame M. BAGUET,
Mevrouw
Messieurs B. SEUTIN,
de Heren J. VAN NIEUWENHOVE,

Mesdames A.-C. VAN GEERSDAELE,
De Dames G. VERBERCKMOES,

De verenigde kamers waren samengesteld
uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'État,
staatsraden,

greffiers,
griffiers.

Les rapports ont été présentés par
MM. W. PAS, premier auditeur et
R. WIMMER, auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de
M. P. VANDERNOOT.

De verslagen werden uitgebracht
door de Heren W. PAS, eerste auditeur en
R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
Heer P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS